Résumé

- Il y a une semaine, les États-Unis et l’Iran ont signé une déclaration d’intention commune.
- Ce qui était prévisible devient désormais de plus en plus évident : ce protocole d’accord (MoU) ne vaut même pas le papier sur lequel il est rédigé.
- Les deux parties multiplient certes les déclarations publiques, mais celles-ci sont toutes contradictoires.
- Par ailleurs, les gouvernements libanais et israélien sont également mécontents de ce protocole d’accord et ne souhaitent pas s’y conformer.
- Le gouvernement du président américain Donald Trump tente désormais de recentrer davantage l’attention du public sur Gaza.
- Mais là aussi, leurs nouveaux projets manquent de cohérence.

Par Sacha Wigdorovits

« Le mirage est typique de l’Orient », écrit Eric Gujer, rédacteur en chef de la Neue Zürcher Zeitung (NZZ), dans son dernier éditorial hebdomadaire. Et il poursuit : « L’accord de cessez-le-feu entre les États-Unis et l’Iran est un de ces mirages. »

Cette analyse est juste, comme l’ont montré ces derniers jours. En effet, depuis la signature de la déclaration d’intention commune au milieu de la semaine dernière, pratiquement tous les messages en provenance de Washington contredisent ceux de Téhéran – et inversement.

Cela vaut aussi bien pour le désarmement nucléaire de l’Iran – thème central de la déclaration – que pour l’utilisation future du détroit d’Ormuz, voie maritime essentielle pour l’Europe et l’Asie, ou encore pour le déblocage des milliards d’actifs iraniens gelés aux États-Unis. Selon le gouvernement américain, ces fonds devraient servir à l’achat de produits agricoles américains, ce que l’Iran nie

toutefois.

En ce qui concerne la question libanaise, qui joue également un rôle important, le protocole d’accord s’avère être un « tigre de papier ». En effet, ni le gouvernement libanais ni celui de Jérusalem ne se réjouissent que le protocole d’accord n’aborde pas la dissolution de l’organisation terroriste libanaise ni le retrait du soutien que Téhéran lui apporte. Les deux gouvernements l’ont clairement fait savoir cette semaine lors de leurs pourparlers de paix à Washington et ont également laissé cette information filtrer dans les médias.

Il est évident que ni le Liban ni Israël ne sont juridiquement liés par le protocole d’accord conclu entre les États-Unis et l’Iran. En effet, ces deux États n’ont pas pris part aux négociations préalables à ce protocole d’accord – et encore moins l’ont-ils cosigné. Mais il apparaît également de plus en plus clairement que les gouvernements libanais et israélien n’ont pas l’intention de céder à la pression politique des États-Unis sur la question du Hezbollah, qui revêt une importance capitale pour les deux pays.

Israël, en particulier, a clairement fait savoir que tant que l’organisation terroriste chiite soutenue par Téhéran existerait, il ne se retirerait pas de la zone tampon créée ces derniers mois dans le sud du Liban. À Jérusalem, on reste également sceptique quant aux « zones pilotes » proposées par les États-Unis. Il s’agit des territoires arrachés au Hezbollah par l’armée israélienne et qui devraient désormais être confiés à l’armée libanaise pour qu’elle en assure la gestion.

Le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahou devrait certes approuver certaines de ces tentatives. Mais il préférerait que l’armée libanaise démontre d’abord, dans certaines zones, qu’elle est capable – et désireuse – de chasser elle-même le Hezbollah. Car jusqu’à présent, rien ne laisse entrevoir cela.

C’est pourquoi Jérusalem ne cédera pas à la pression exercée par le gouvernement américain pour qu’elle se retire complètement du Liban. Et le gouvernement libanais, qui considère lui aussi le Hezbollah comme son ennemi juré, en est secrètement reconnaissant à l’État juif.

Impasse également à Gaza

La situation est pratiquement identique à Gaza. Là-bas aussi, les États-Unis viennent d’annoncer des changements concernant le comité de coordination

international et la Force internationale de stabilisation (ISF). Ces deux éléments constituent des composantes essentielles de l’initiative dite « Board of Peace » du président américain Donald Trump.

Mais tout comme dans le cas du « Memorandum of (Mis-)Understanding » avec Téhéran, on constate ici aussi que les projets américains n’avancent pas. La raison principale en est le refus de l’organisation terroriste Hamas de rendre ses armes de son plein gré.

Ceux qui pensent que cette mission incombe aux soldats de la Force internationale de stabilisation se trompent. L’ISF ne doit intervenir à Gaza qu’après le désarmement du Hamas, afin d’y rétablir le calme et l’ordre. C’est pourquoi l’armée israélienne, tout comme au Liban, ne se retirera pas de Gaza, mais restera dans les zones de sécurité qu’elle occupe.

Le bilan est donc sans appel : dans la guerre contre l’Iran et ses vassaux, le Hezbollah et le Hamas, les États-Unis n’ont jusqu’à présent rien obtenu, malgré toutes leurs déclarations grandiloquentes – et rien ne laisse présager que cela changera. Car celui qui fait ses comptes sans le maître de maison finit par y laisser des plumes.

Dans ce cas précis, l’acteur principal est Israël. Celui-ci ne renoncera pas sans autre aux succès militaires qu’il a remportés depuis le 7 octobre 2023 contre l’Iran, le Hamas et le Hezbollah. Même pas pour préserver de bonnes relations avec les États-Unis. Et encore moins pour un protocole d’accord qui a été conclu sans qu’il en soit informé et sans son accord, et qui n’est donc pas juridiquement contraignant pour l’État juif.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.